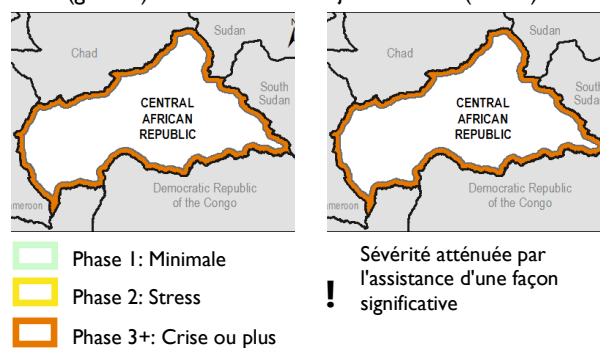


La maladie de COVID-19 se propage et le pouvoir d'achat des ménages se dégrade

MESSAGES CLÉS

- Depuis le mois de mai, la maladie de COVID-19 se propage dans le pays avec l'accroissement des transmissions communautaires. Les contrôles sanitaires aux frontières et les restrictions dans le transport visant à limiter la propagation de COVID-19 sont liées à des flux commerciaux plus lents. La baisse de l'offre sur le marché, les facteurs saisonniers et les comportements spéculatifs des commerçants entraînent des prix des denrées de base anormalement élevés.
- En raison d'une situation sécuritaire globalement plus calme et des prévisions de précipitations favorables sur le pays entre juin et septembre, les productions agricoles en fin de saison pourraient être supérieures à la moyenne des cinq dernières années, mais en-dessous de la moyenne avant la crise. Néanmoins, l'insécurité, la maladie du manioc, l'insuffisance de semences améliorées et les dégâts récurrents de champs causés par les transhumants, pourrait localement réduire les récoltes dans les zones concernées.
- Le sous-financement de l'aide, les mesures restrictives de COVID-19 et les exactions des groupes armés entravent la délivrance régulière de l'assistance au profit des PDI et populations hôtes dans les préfectures touchées par le conflit et à accès limité. L'insécurité alimentaire aiguë Crise (IPC phase 3) va demeurer jusqu'en août et pourrait persister dans la période post-récolte dans les sous-préfectures à forte présence de PDI, en raison de l'accès limités des populations aux champs.
- La hausse des prix des denrées de base affecte aussi négativement le pouvoir d'achat des ménages pauvres dans les centres urbains, en particulier dans la capitale où les pertes d'emploi touchent les pauvres du secteur informel. Ceux-ci sont contraints de réduire la taille et la qualité des portions consommées et le nombre de repas pris par jour. Jusqu'en janvier, la baisse de leur pouvoir d'achat les exposerait à l'insécurité alimentaire aiguë Stress (IPC Phase 2).

Résultats de la sécurité alimentaire estimés de juin à septembre 2020 (gauche) et octobre 2020 à janvier 2021 (droite)



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

ZONE ANOMALIES ACTUELLES

Nationale Au 29 juin, 3 429 cas de COVID-19 avaient été confirmés dans 9 préfectures, mais principalement à Bangui. Le taux de létalité observé est de 1,3 pour cent. Au 15 juin, le taux de test positif était de 6,7 pour cent. Les cas sont liés à la fois aux cas importés et aux transmissions communautaires. En raison du faible nombre de tests par habitant, l'incidence totale des cas est probablement plus élevée que celle actuellement connue. La capacité hospitalière de prises en charges sont très limitées.

En juin, le président a autorisé la réouverture des lieux de culte, des restaurants et des bars. Les masques sont désormais obligatoires dans les lieux publics. L'adhésion aux mesures de distanciation sociale est faible parmi le public. Les frontières restent fermées et une distanciation sociale est

ANOMALIES PROJÉTÉES

Selon des experts en santé publique, le nombre de nouveaux cas de COVID-19 devrait augmenter à court terme en raison de la propagation du virus et de l'augmentation des tests. Les projections disponibles prévoient que l'incidence quotidiens maximale des cas pourrait culminer entre juillet et août (London School of Hygiene and Tropical Medicine, 2020).

Les restrictions varieront probablement à court ou à moyen terme, mais la capacité du gouvernement à imposer un verrouillage en dehors de la capitale est faible en raison de la faible représentation de ses services. Le suivi sanitaire des transporteurs aux le principal corridor Bangui-frontière se poursuivront probablement jusqu'à la fin de 2020, contribuant aux variations des flux d'approvisionnement alimentaire importés.

imposée dans les transports publics.

Les flux hebdomadaires d'approvisionnement transfrontalier du Cameroun sont revenus à un niveau similaire que l'année passe depuis la fin mai. Cependant, l'approvisionnement du marché local en denrées alimentaires à Bangui et des marchés locaux reste un défi. Les prix demeurent 30 à 60 pour cent plus élevés à juin 2019.

L'activité des groupes armés persiste, mais à des niveaux inférieurs à ceux du début de 2020 en raison de la saison des pluies. Des violences ont enregistré entre avril et juin dans plusieurs villes. Des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les localités de Mingala (Basse-Kotto) et Bambouti (Haut-Mbomou). En avril, le nombre de populations internes déplacées est estimé à 685000 (OCHA, 30 avril 2020). Au niveau de la préfecture, les IDP représentent plus dépassant 30% dans les préfectures de Mbomou, Haut-Mbomou, Haute-Kotto, Nana-Gribizi et Bamingui-Bangoran.

Les mesures de santé préventive, la détérioration saisonnière de l'état des routes et le commerce spéculatif devraient contribuer à un approvisionnement irrégulier du marché local. En conséquence, les prix des denrées de base resteront élevés jusqu'à la fin de la soudure en août. La nouvelle récolte entraînera une baisse saisonnière des prix des aliments de base à des niveaux similaires à ceux de fin 2019. Cependant, les prix des produits importés pourraient demeurer supérieurs.

Compte tenu des niveaux de conflit relativement plus faibles depuis le début de la saison des semis en avril et des prévisions de précipitations supérieures à la moyenne, la production agricole de 2020 devrait être supérieure à la moyenne quinquennale récente mais toujours inférieure à la moyenne d'avant le conflit.

Les élections présidentielles sont prévues en décembre 2020. Les tribunaux ont jugé que l'élection ne devait pas être retardée malgré la pandémie. De la période pré-électorale à la période après le vote, les tensions intercommunautaires pourraient être vives et les risques d'incidents sécuritaires et déplacements plus élevés.

PERSPECTIVE PROJETÉE À JANVIER 2021

La situation sécuritaire est relativement plus calme depuis le début de la saison en avril, ce qui a facilité les activités agricoles dans la plupart des régions. Malgré un léger retard enregistré dans l'installation de la saison, l'accumulation de pluies et la répartition temporelle depuis le mois de mai ont été favorables aux perspectives de production agricole. Selon les données préliminaires CHIRPS obtenues par satellite, les précipitations en juin étaient supérieures à la moyenne, sauf dans l'est. Dans le sud-ouest les premières récoltes en vers de maïs et d'arachide commencent leur apparition. Alors que la production agricole nationale devrait être supérieure à la moyenne quinquennale récente, des déficits locaux de production agricole sont probables dans les localités où les ménages ont été confrontés aux difficultés d'accès aux semences après les inondations de 2019, où ils ont perdu leurs stocks de semences par suite des incendies pendant la saison chaude de janvier à mars, ou où ils ont fui les exactions des groupes armés. De plus, la maladie sur les cultures de manioc continue de se développer dans la préfecture de la Kémo – qui est habituellement une zone de grande production – et entraînera des rendements de manioc inférieurs à la normale. A cela s'ajoute l'encadrement réduit des producteurs par les services techniques à cause de COVID-19. Face à la persistance de cette maladie, certains producteurs utilisent des cultures de remplacement tel le maïs, l'igname et le tarot.

À ce jour, la propagation connue du COVID-19 à Bangui et dans les zones rurales est encore faible, ce qui entraîne peu d'impacts connus et directs sur la santé ou la sécurité alimentaire des ménages urbains et ruraux. Par contre, les informateurs clés rapportent que les populations ont réduit leur fréquentation des formations sanitaires de peur d'y attraper la COVID-19. En cette période d'épidémie de rougeole dans le pays et d'augmentation saisonnière des cas de paludisme et de maladies d'origine hydrique, cette non-fréquentation des services de soin peut accroître les mortalités et la malnutrition.

Avec peu de restrictions de mouvement en place, les effets indirects du COVID-19 sur la sécurité alimentaire se limitent à un ralentissement des flux commerciaux transfrontaliers et intérieurs et à une certaine baisse de l'activité économique dans les zones urbaines. Le flux externes entrant de marchandises à partir du Cameroun se sont améliorés depuis fin mai, grâce au suivi sanitaire plus efficace des transporteurs, ayant contribué à une réduction du temps d'attente à la frontière. À la mi-juin, le trafic hebdomadaire de camions de marchandises est désormais similaire à juin 2019 (ICASEES, juin 2020). Néanmoins, les restrictions de le transport de passagers a ralenti les mouvements des petits commerçants entre Bangui et les villes de l'intérieur. Cela réduite l'approvisionnement des marchés locaux. Par ailleurs, les producteurs qui craignent une suspension de l'aide en raison de la COVID-19, ont réduit la mise à marchés de leurs stocks. A ces facteurs, l'offre sur le marché local est faible.

La faible offre du marché et les pratiques spéculatives de la part des commerçants associée aux impacts du COVID-19 et / ou de l'épidémie de maladie du manioc en cours exacerbent d'autres facteurs saisonniers qui entraînent généralement une hausse des prix des denrées alimentaires pendant la période de soudure. Au cours de ce mois et comparativement à juin 2019, le prix d'une cuvette de maïs, de riz ou des haricots importés variait de 30-57 pour cent en moyenne au-dessus. De même, le prix

d’une cuvette de manioc où de sorgho était de 22 à 80 pour cent supérieur à juin 2019. Par rapport au mois de mars ayant marqué le début de la pandémie, les l’augmentation moyenne de prix sont globalement de 81 pour cent pour le riz importé, 46 pour cent pour le maïs, 74 pour cent pour le manioc, 51 pour cent pour le haricot, 38 pour cent pour le sorgho et 7 pour cent pour l’huile. Par rapport à d’autres marchés de référence, Bangui (Figure 1), Ndélé (Bamingui-Bangoran), Obo et Zémio (Haut-Mbomou) sont les villes les plus chers où les prix des principales denrées de base sont plus élevés.

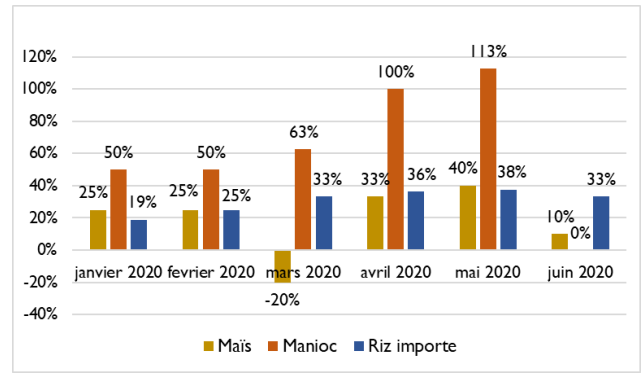
En mai, le PAM a réalisé une distribution générale de vivres (3,490 mt) et du cash (USD 513,126) à 649 822 personnes à travers le pays (WFP, mai 2020). Afin de respecter les mesures barrières contre la COVID-19, les partenaires humanitaires se tournent de plus en plus vers des modalités de transfert d’argent ou étalent les jours de distribution. En juin, l’ONG Oxfam a pu distribuer des semences et des rations alimentaires de protection à 2288 ménages dans la sous-préfecture de Batangafo (préfecture de Ouham) et sur l’axe Batangafo-Bouca (OCHA, juin 2020). En raison du sous-financement de l’assistance, des contraintes logistiques et de l’insécurité, environ 60 pour cent de la planification mensuelle entre février et mai est réalisée. L’insécurité a particulièrement entravé la délivrance régulière de l’assistance dans les zones de Batangafo, Birao, Bria, Ndélé, et Obo. La réponse globale humanitaire reste encore sous financée à 28 pour cent (OCHA, juin 2020).

Face à l’épuisement de leurs stocks et au niveau élevé des prix des denrées de base, les populations pauvres en milieu rural ont plus recours que d’habitude aux produits de cueillette (champignon, mangues, igname sauvage et patate sauvage) et aux produits de la chasse. Leurs revenus proviennent principalement de la main-d’œuvre dans les activités agricoles, du petit commerce des produits de cueillette, de faune et de pêche. Dans les zones où l’accès aux champs est réduit (préfectures de Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto), l’assistance alimentaire en vivre et en cash représente une importante source de nourriture et de revenu. Compte tenu de l’irrégularité de cette assistance, les PDI et ménages hôtes pauvres de ces zones restent exposés à l’insécurité alimentaire aigue Crise (IPC Phase 3) jusqu’à la fin de la soudure en août. Entre septembre et janvier, l’insécurité et la hausse des tensions intercommunautaires en période électorale pourraient toujours représenter des risques pour l’accès des populations à leurs champs et la délivrance de l’assistance. Malgré l’existence de quelques récoltes, les sous-préfectures de forte présence de PDI demeureront en Crise (IPC Phase 3).

Dans les régions plus calmes du Centre, du sud et de l’Ouest, où l’accès au manioc (culture pérenne) est plus important, les nouvelles récoltes de maïs et arachide frais qui commencent permettent à la majorité des ménages pauvres d’éviter le recours à des stratégies au-delà du Stress (IPC phase 2). Cette phase devrait se maintenir jusqu’à la période des grandes récoltes en septembre. Entre septembre et janvier, la reconstitution des stocks avec les récoltes permettra à la majorité des ménages d’être en insécurité alimentaire Minimale (IPC Phase 1).

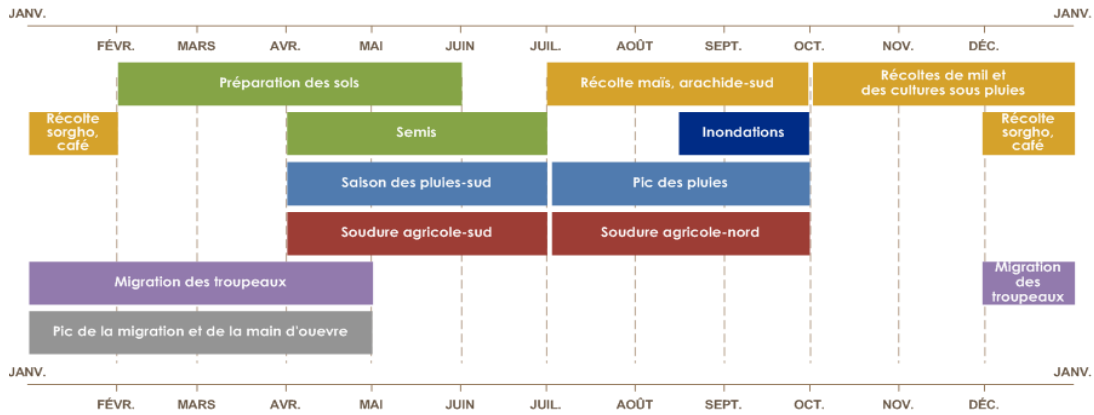
En milieu urbain les mesures restrictives ont entraîné des suspensions ou pertes d’emplois surtout pour travailleurs des bars et restaurants, des centres de loisir et aussi des enseignants du privé à la suite de la fermeture des écoles. Si certains ont pu se reconverter dans les activités de transport par taxi-moto et de main-d’œuvre dans les travaux de construction, d’autres sont au chômage ou mènent du petit commerce de kits de protection. La hausse des prix et la baisse du pouvoir d’achat contraignent les pauvres à diminuer la taille et la qualité des portions et le nombre de repas pris par jour. Jusqu’en janvier, la baisse du pouvoir d’achat exposera la majorité des pauvres à l’insécurité alimentaire aigue Stress (IPC Phase 2). Une proportion représentant moins de 20 pour cent de la population pourrait être en Crise (IPC Phase 3) jusqu’en août en attendant le renforcement de l’offre alimentaire sur le marché avec les produits locaux.

Figure 1. Évolution du prix de certains aliments de base, janvier-juin 2020 par rapport à janvier-juin 2019, Bangui



Source: FEWS NET

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE



Source: FEWS NET

A PROPOS DU SUIVI À DISTANCE

Dans le suivi à distance, un coordinateur travaille d'un bureau régional avoisinant. En comptant sur les partenaires pour les données, le coordinateur applique l'approche de développement des scenarios pour faire l'analyse et élaborer les rapports mensuels. Comme les données peuvent être moins disponibles que dans les pays avec des bureaux de FEWS NET, les rapports de suivi à distance peuvent montrer moins de détail. Pour en savoir plus sur le travail, veuillez consulter [cliquez ici](#).